

Des idées en santé pour le Québec

Présentation des résultats de recherche

Marie-Hélène Jobin, Ph. D.

Professeure titulaire

Directrice associée

Pôle santé HEC Montréal



Pôle santé HEC Montréal



Microprogramme, école d'été et programme de formation sur mesure

RECHERCHE

Recherche scientifique, étude de cas, évaluation, recherche-action et synthèse des connaissances

TRANSFERT

Séminaires, colloques, partenariats, veilles stratégiques et publications

Professionnels



Gestionnaires



Décideurs





















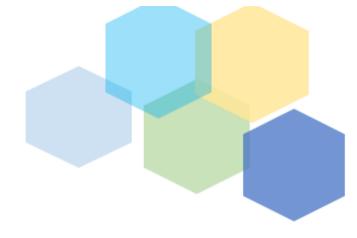
Plan de la présentation

Partie 1

- Mise en contexte
- Méthodologie
- Profil des répondants
- Résultats : le bulletin de santé de notre système... le verdict de la population
- Résultats : Décision éclairée et gouvernance



Plan de la présentation - suite

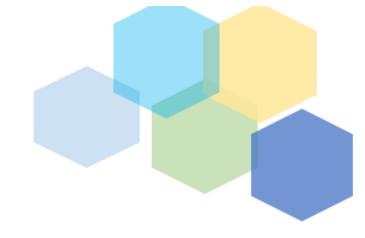


Partie 2

- Résultats : la livraison plurielle des services
- Résultats : l'innovation et la santé autrement : sortir des cadres habituel
- Conclusion



Mise en contexte



Le Québec est à la croisée des chemins:

Le statu quo n'est plus une option!



Des idées en santé pour le Québec

Mise en contexte

Augmentation des dépenses de santé causée par :

- √ L'augmentation du volume de médicaments consommés
- ✓ L'inflation des prix des biens et services
- ✓ Les changements technologiques
- ✓ Les tendances démographiques

Tendances démographiques

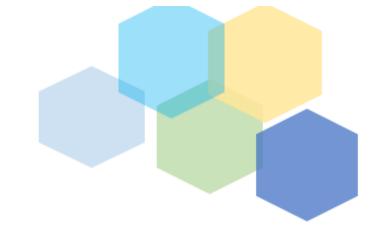
- ✓ Vieillissement de la population
- ✓ Prévalence des maladies chroniques

Une succession de réformes





Mise en contexte



Le Québec:

une performance mitigée

par rapport aux autres

juridictions.



Méthodologie

Un projet particulier: Une consultation populaire, comme point de départ de la réflexion!

- Une revue de littérature autour des grands thèmes discutés
- Une collecte des données en trois temps:
 - Consultation populaire à l'échelle de la province
 - Organisation de 5 groupes de discussions (60 pers)
 - Réseau
 - Professionnels de la santé
 - Groupes d'intérêts
 - Innovation Experts
 - Fournisseurs variés
 - > Représentants patients
 - Tenue de 10 entrevues individuelles avec des experts



Profil des répondants

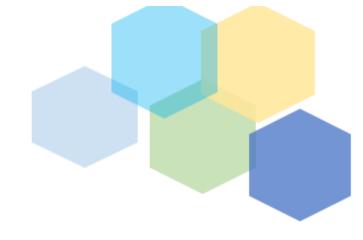
	TOTAL	A un médecin de famille	Souffre d'une maladie chronique		TOTAL	A un médecin de famille	Souffre d'une maladie chronique	
SEXE	1000	785	291	RÉGION				
Hommes	49	46	46					
Femmes	51	54	54	Île de Montréal	24	1	20	
REVENU-MÉNAGE				Rive-sud de Montréal	•	:£	12	
Moins de 40 000 \$	24	25	26	Rive-nord de Mont	-+21	711	12	
40 000 \$ à 59 999 \$	16	16	18	Québec P	η	11	11	
60 000 \$ à 79 999 \$	14	13	15	2res		43	45	
80 000 \$ à 100 000 \$	13	14	15	- rep				
100 000 \$ et plus	16	16	13	:110h 1	27	22	12	
Je préfère ne pas répondre	16	16	(-hant	île de Montréal Rive-sud de Montréal Rive-nord de Montréal Québec Prése CINON PARITÉ SCOLARITÉ	36	35	37	
OCCUPATION		1.0	éche	FF and at plus	27	43	51	
Temps plein	45	_/ ///		33 alis et plus	37	45	21	
Temps partiel	8		5	SCOLARITE				
Travailleur autonome	4		3	Secondaire ou moins	35	38	38	
Chômeur (se)	2	3	2	Collège	44	41	46	
À la maison	6	6	12	Université	22	21	16	
Retraité(e)	29	34	42	LANGUE MATERNELLE				
Étudiant(e)	6	7	3	Français	80	84	84	
[1] Question posée : Avez-vous un mé	decin de fami	lle?		Anglais ou autre langue	20	16	16	

Question posée: Selon l'Organisation mondiale de la santé, la maladie chronique est un problème de santé qui nécessite une prise en charge sur une période de plusieurs années ou plusieurs décennies. Par exemple: l'insuffisance cardiaque, le diabète, le cancer, l'hypertension, l'asthme, les maladies pulmonaires et les allergies sévères. Est-ce que vous souffrez d'une

Oui, Non, Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre



maladie chronique? Oui, Non, Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre



Le bulletin de santé de notre système... le verdict de la population

Les résultats de notre recherche







- 85 % des Québécois sont satisfaits de la compétences des professionnels de la santé
- 70 % des Québécois sont satisfaits de la qualité des soins et des services





Le bu

ulletin de santé de notre système		

Le système de santé et de services sociaux est										
	ÂGE									
(% Total accord : Tout à fait + Plutôt d'accord)	TOTAL	18-34	35-54	55+						
n=	1000	254	355	391						
Efficace	31	32	28	33						
À l'écoute des citoyens	31	37	31	26						
Performant	26	27	24	27						
Coordonné	25	29	22	24						

Q. Trouvez-vous que le système de santé et de services sociaux est...



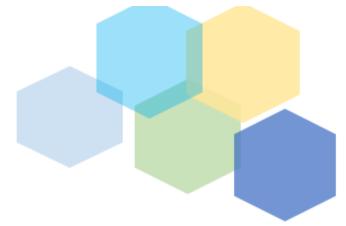
- 53 % des Québécois sont satisfaits du fait de recevoir des traitements personnalisés
- 43 % des Québécois sont satisfaits de la libertés des choix qui s'offrent à eux
- 56 % des Québécois sont en accord avec l'énoncé :

« Le système de santé n'est pas fait pour les patients. »





- 33 % des répondants sont satisfaits de l'accessibilité aux médecins de famille
- 21 % des répondants sont satisfaits des délais d'attente en chirurgie
- 12 % des répondants sont satisfaits des délais d'attente en salle d'urgence



Selon un sondage mené par Forum Research

- 93 % des patients sont satisfaits des services reçus de leur pharmacien
- 85 % des patients sont satisfaits des services reçus de leur pour le dentiste.



« Est-ce qu'on travaille à faire marcher le système ou on s'occupe vraiment des usagers ?

Là, on a un sondage qui dit qu'on s'occupe beaucoup plus à faire marcher le système »

« Le système n'est pas coordonné, n'est pas transparent et n'est pas axé sur les patients ou, du moins, le système n'a pas été pensé autour d'eux ou pour eux. Cela fait en sorte qu'on promène le patient à l'intérieur de notre structure et non pas en fonction de ses besoins. Si on pouvait briser les silos, briser les paradigmes ou aller contre le corporatisme, excessif dans certains cas! »

Réseau

Innovation-Expert



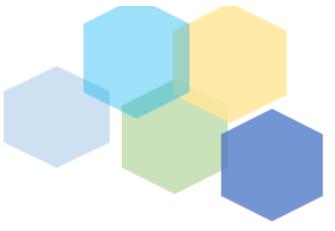
Alexandre Berkesse, conseiller sénior DCPP « Un système de soins et services de santé ne peut être fait pour le patient que s'il a été pensé avec des patients et en partenariat, et non pas seulement en type de consultation-participation. »

Benoit Morin, PDG, CIUSSS ODIM

« Comprendre la complexité du réseau, trouver les guichets d'entrée et pouvoir naviguer dans le système est parfois un enjeu pour la population »

Dre Diane Francoeur,présidente
FMSQ

« Le problème du système de santé québécois est de considérer le patient comme une dépense. Quand le patient est vu comme un investissement, on se soucie davantage de l'évaluation du service à la clientèle, des façons de communiquer, du bien-être de la clientèle. Ceci est disparu complètement du langage de tout administrateur parce que le patient, c'est une dépense. Donc, moins tu donnes de services, moins tu as de dépenses... »



Dr Louis Godin,Président
FMOQ

« On sait qu'il y a encore des difficultés concernant l'accès, sauf que la situation s'est beaucoup améliorée. 75% des gens voient un médecin de famille aujourd'hui. 80% des gens peuvent consulter leur médecin quand ils veulent le voir et ils n'auront pas à aller consulter ailleurs, le lendemain ou le jour d'après. »



Le **capital de sympathie** de la population envers le réseau s'effrite peu à peu.

On rapporte rarement les bons coups et les initiatives positives.

Il faut aussi penser à la diffusion des résultats positifs.





Problèmes identifiés - Accès :

- La coordination entre les intervenants
- Coordination entre la 1^{ère} ligne et la prise en charge de longue durée
- Fluidité entre la 1ère et la 2e ligne de service
- Gestion des lits en hôpital
- Congés retardés





Quelques solutions mises en place - Accès :

- Accès priorisé aux services spécialisés (APSS)
- Mise en place de centres de répartition des demandes de services (CRDS)
- Dispositions législatives (loi 20, loi 130)
- L'approche d'accès adapté



Autres pistes de solutions envisageables- Accès :

- Amélioration des systèmes de transfert d'information
 - ✓ Faciliter la planification et l'organisation des services
- Identifier des coordonnateurs de soins désignés
 - ✓ Mettre en commun les ressources du secteur public et social à leur profit
- Envisager des modèles de soins intégrés qui rassemblent les spécialités et

les services sous un même toit

(Hofmarcher, Oxley, & Rusticelli, 2007, p. 11)



Pistes de solutions identifiées - Accès :

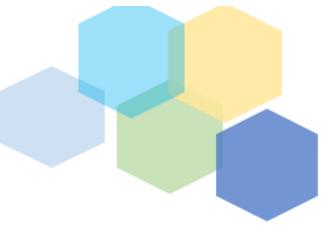
- Approche d'amélioration continue et initiatives Lean : besoin d'agir là ou ça compte!
- Réduction de la surconsommation : améliorer la coordination et la qualité de l'information transmise entre les médecins et les professionnels
- Travailler sur la responsabilisation citoyenne



	SENTIMENT ACTUEL							SENTIMENT SOUHAITÉ						
			ÂGE		S	COLARIT	É		ÂGE			SCOLARITÉ		
	TOTAL	18-34	35-54	55 +	SEC.	COLL.	UNIV.	TOTAL	18-34	35-54	55+	SEC.	COLL.	UNIV.
n=	1000	254	355	391	207	406	387	1000	254	355	391	207	406	387
Comme un usager	43	38	45	43	36	43	51	16	15	16	16	14	16	18
Comme un patient	34	40	32	32	42	31	29	43	44	41	44	50	43	32
Comme un client	21	18	21	23	21	24	16	22	25	24	19	20	22	28
Comme un partenaire	2	3	2	2	1	2	4	19	16	19	21	16	20	22

- Q. Comment vous sentez-vous actuellement considéré au sein du système de santé et de services sociaux?
- Q. Comment souhaitez-vous être considéré au sein du système de santé et de services sociaux?





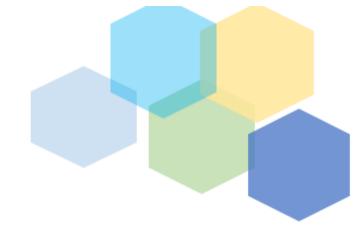
Dr Philippe Karazivan,Directeur
DCPP

«C'est davantage le malade chronique qui est visé comme partenaire de soins naturels. La plupart d'entre eux sont déjà des acteurs de leurs propres soins, car ils vivent au quotidien avec la maladie. »

Pierre
Lavoie,
cofondateur
du défi
Pierre
Lavoie

« Je souhaiterais que 90% des Québécois se sentent partenaire de leur santé. Nous devons faire évoluer la pensée des Québécois. [...] Comme partenaire, je vais faire mon bout. Je vais inculquer les bonnes valeurs à mes enfants, je vais manger mes fruits et mes légumes, je vais essayer d'être le plus actif possible, je vais demander à mon employeur d'avoir des programmes pour nous aider dans l'amélioration de notre santé. »





Les résultats de notre recherche



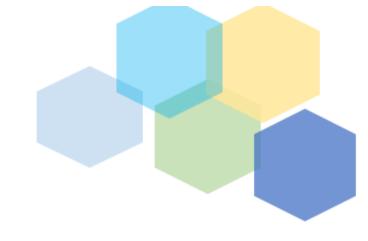
Bureaucratie

 65 % des Québécois ont placé ce problème en première, deuxième ou troisième position parmi les maux qui accablent le système de santé actuellement.

> Groupe d'intérêt

« Quand on pense que le problème le plus important c'est qu'il y a trop de bureaucratie, c'est une **méconnaissance** en général, surtout quand on pense que **ça fait**30 ans qu'on réforme les structures et que ça ne donne strictement rien. Pas plus d'accessibilité, pas plus de qualité, pas plus de continuité de services. »





Transparence

- 26 % des Québécois sont satisfaits de la transparence des couts du système
- 85 % des Québécois sont en accord avec l'énoncé suivant :

« C'est très difficile d'avoir le portrait réel du système de santé et de services sociaux au Québec, car il y a très peu d'informations disponibles sur la qualité des soins, l'accès et les coûts réels. »



« Il faut développer une culture de la mesure. Actuellement, on ne peut absolument pas mesurer ce qui se fait. On va se retrouver à être obligés de reconstruire le système et je pense que ça fait partie des moyens à se donner pour se prendre en main.»

Innovation – Experts

« Si on compare à certains autres systèmes de santé dans le monde, on s'aperçoit qu'au Québec, il n'y a aucune transparence, beaucoup moins que dans d'autres provinces canadiennes. [...] On voit des pays comme la Suède, où toute l'information du système de santé est accessible sur Internet. »

Réseau

Réseau

« Le Français, il est bien au courant de combien il a coûté au système. À toutes les fois qu'il reçoit une intervention, il reçoit une facture. Il devient ainsi responsable»

Groupe d'intérêt

« Actuellement, avons-nous réellement cette volonté-là de mesurer ? De faire parler ? De diffuser pour qu'on puisse prendre des décisions éclairées? En ce moment, on y va au feeling, de façon très artisanale. Alors que les actions devraient commencer par la mesure. »



Anonyme, Expert L'accès à l'information reste limité au Québec puisque l'information de base, soit les données de la RAMQ, n'est pas accessible. Les cliniciens et les gestionnaires manquent d'information pour évaluer les services. Les informations sont existantes, mais elles sont difficiles d'accès et nous ne sommes pas en mesure au Québec de les intégrer de façon adéquate au sein de nos organisations. Paradoxalement, le Québec est probablement un des États détenant le plus d'information sur son système de santé avec l'ensemble des données cliniques déposées à la RAMQ.



Centralisation

69 % des Québécois sont en accord avec l'énoncé suivant :

« Le pouvoir dans le système de santé et des services sociaux devrait être décentralisé vers les villes et les régions au lieu d'être concentré dans les mains du Ministère et du ministre de la Santé. »



« Ce qu'il faudrait, c'est un système responsable. Redonnons le pouvoir aux personnes à la base, des conseils d'administration avec une représentation populationnelle. »

Réseau

« Il faut que le système se décentralise et que **les intervenants** qui sont le plus près du patient puissent avoir **le pouvoir de décider** de ce qui est le mieux pour le patient et comment le processus pourrait être le plus efficient, le plus économique et le mieux rendu. »

Réseau

« Le contrepouvoir devrait être les usagers et les comités de patients, mais on ne nous a jamais donné les moyens de le faire. Nous ne sommes pas consultés pour le budget.»



Des idées en santé pour le Québec



André-Pierre
Contandriopoulos
Professeur
émérite en
administration de
la santé

« Les établissements ne règleront pas les problèmes tant qu'il n'y aura pas une véritable décentralisation. Il doit y avoir une véritable capacité dialectique entre les directives générales d'en haut et les dynamiques locales. Cela permettrait de soigner bien et rapidement tout le monde. Il n'est pas possible de penser que dans un système complexe, il n'y a qu'un seul modèle qui convienne à tous. »

Anonyme, Expert

Cette centralisation actuelle des pouvoirs entre les mains du Ministère risque d'engendrer des **répercussions néfastes** dans les organisations du réseau en restreignant le pouvoir des **gestionnaires** quant à leur prise de décisions et d'actions au niveau local, **limitant ainsi leur capacité d'initiative et d'innovation**.



«Lorsqu'on a le souci de faire vivre une transformation profonde, il est **utile d'avoir un démarrage directif**, plusieurs recherches le démontrent».

Benoit Morin,PDG, CIUSSS
ODIM

Néanmoins, une fois la mise en place initiale réussie, un **équilibre entre centralisation et décentralisation** est utile afin de redonner au système une certaine forme de flexibilité et de permettre aux établissements de s'adapter à la réalité de leur population

« Les services de proximité doivent rester concentrés sur les territoires. Mais pour les **services plus spécialisés**, il y a des **questions de volume** et ce n'est pas réaliste de penser que ça peut se dérouler dans les régions éloignées. »

Réseau





Corporatisme

 42 % des Québécois ont placé ce problème en première, deuxième ou troisième position parmi les maux qui accablent le système de santé actuellement. Les participants aux groupes de discussion dénoncent avec verdeur l'immobilisme que les réflexes corporatistes ou syndicaux imposent au réseau pour s'améliorer.



Décision éclairée et gouvernance

« Il serait intéressant que les présidents des Ordres professionnels prennent une perspective citoyenne.

Actuellement, ils ont tellement de pression qu'ils finissent toujours en défenseur de leur profession. »

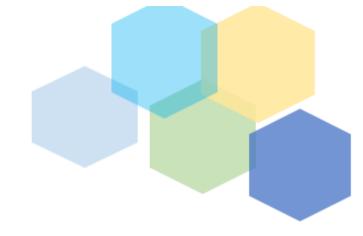
« Le système est vraiment pris sous contrôle de la logique bureaucratique, la logique corporatiste et, dans une moindre mesure, la logique syndicale et la logique du privé. La logique communautaire ou citoyenne est à peu près absente. »

Innovation - Expert

Réseau

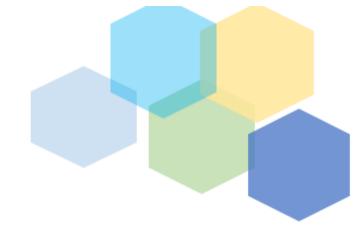
« Tout le monde défend son territoire. Quand on fait une réforme, il faudrait toucher aux groupes d'intérêt qui sont très puissants ou aux lobbyistes qui gravitent autour des différents groupes et qui **font en sorte que le réseau ne change pas**. » Fournisseurs variés





Panels de discussion





Les résultats de notre recherche



Groupe d'intérêt

Livraison plurielle des services

• 49 % sont d'avis :

Qu'on devrait permettre à des **établissements lucrati**f) d'offrir des soins et services, mais la l'**assurance publique** (la carte-soleil)

32 % sont d'avis

Qu'on devrait permettre à des **établisseme** lucratif) d'offrir des soins et services et on de pour un accès plus rapide, plus près de chez se

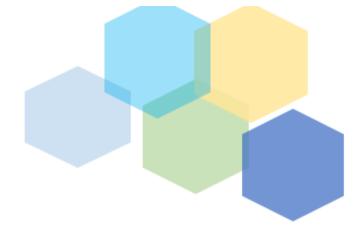
« Je suis étonné de voir que les Québécois sont moins attachés que je croyais au système public. (...) Mais je trouve intéressant l'ouverture d'esprit vers l'idée de prestataires de soins différents dans un système universel. »

t non rgent soit

but non

• 20 % sont d'avis :

Que seuls des **établissements publics** devraient pouvoir offrir des soins et services, et la seule façon de payer permise devrait être l'**assurance publique** (la carte-soleil)



Robert Ouellet,
Radiologue et
ancien
président AMQ
et AMC

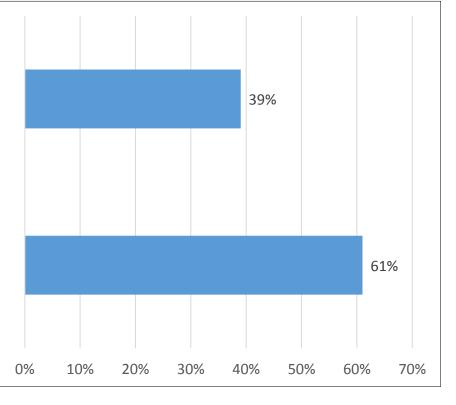
« Ce n'est pas parce qu'un système est universel qu'il ne peut avoir une composante privée. Tu peux avoir un système public qui est universel ... Mais tu peux aussi avoir à la fois une prestation privée de soins qui soit payée par le public et aussi avoir un système parallèle qui peut être petit, ou comme dans certains pays, qui peut être plus important. On le fait ailleurs ».



Prestation de services

Je suis peu attaché(e) au caractère de l'universalité des soins de santé et des services sociaux et je suis prêt(e) à payer pour avoir un meilleur accès aux soins pour ma famille et moi

Je suis attaché(e) au caractère de l'universalité des soins de santé et des services sociaux et pour soutenir ce principe, j'accepte que ma famille et moi devions attendre pour recevoir des soins



Les Québécois semblent cependant attachés au principe

d'universalité ...



Jacques Nantel, Professeur émérite, HEC Montréal

« Les Québécois sont des gens hyper-pragmatiques. Ce qu'ils veulent, ce sont deux choses à la fois. Ils veulent que le système fonctionne et ils ne veulent pas que personne ne soit laissé pour compte. Le Québécois se dit « Je continue à payer mes taxes scolaires puis j'envoie mes enfants à l'école privée. Alors, ne venez pas me dire que je ne fais pas ma part. Je désengorge le système public. »

André-Pierre Contandriopoulos

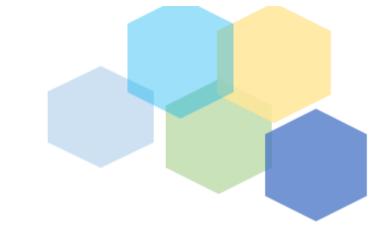
Professeur émérite en administration de la santé « C'est lorsque le système public ne répond pas à ce besoin d'être traité vite et bien que le citoyen sera prêt à payer pour recevoir des soins ou des services. **Ce n'est pas un choix du privé de la part de la population**, mais davantage une réponse individuelle à une insatisfaction. »



Assurances privées duplicatives

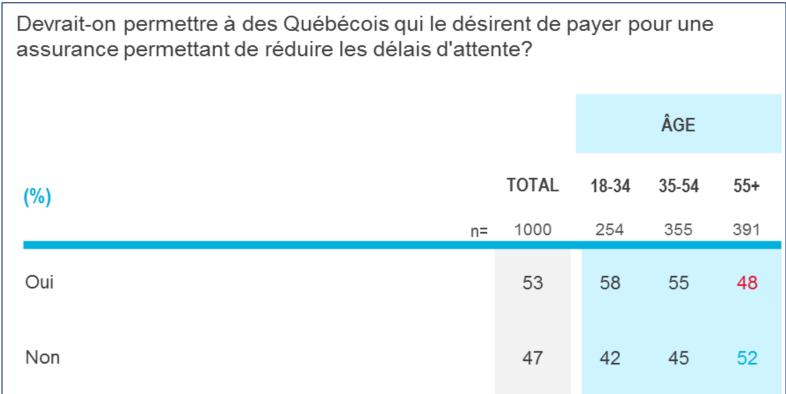
La loi actuelle interdit aux particuliers de contracter une assurance pour des soins et services de santé qui sont déjà couverts par le régime public.

Jugement Chaoulli : « [...)] lorsque le gouvernement est incapable d'offrir un accès aux soins requis dans des délais raisonnables, l'interdiction de souscrire une assurance maladie privée brime le droit à la vie et à la sécurité des patients » (Labrie, 2015).



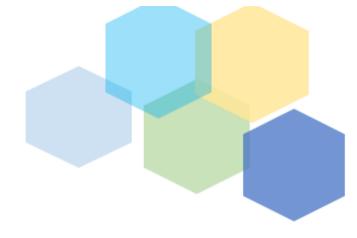


Assurances privées duplicatives









Robert Ouellet, Radiologue et ancien président AMQ et AMC « Le patient manque d'alternative au Québec. Par exemple pour la chirurgie de la hanche, ça coûte 15 000 dollars au privé. Ce n'est pas à la portée de tout le monde. Mais, il n'y a pas vraiment d'alternative pour le patient et il ne peut pas prendre d'assurance privée non plus. Selon la loi actuelle, il pourrait seulement le faire après avoir attendu 6 mois. Ça n'a pas de sens! »



Enjeux – panier de services

- L'évolution des technologies et les percées en thérapies cellulaires
 - √ Génère des espoirs importants ... Mais qui doit payer ?
 - ✓ Enjeu d'équité dans l'allocation de ressources limitées
- Options médicamenteuses dont l'efficacité marginale est douteuse
- Surconsommation
- Manque d'information et de données probantes pour guider le choix des professionnels







Le panier de services : couverts ou non couverts ?

- Les besoins en santé et en services sociaux augmentent, alors que les ressources sont limitées
- Pourtant, les résultats de notre sondage démontrent que les Québécois sont en majorité ouverts à l'idée d'une plus grande couverture des services couverts par la RAMQ...

Consultations
publiques
menées par :
Commissaire à
la santé et au
bien-être





Anonyme, Expert

La loi canadienne sur la santé assure la couverture totale des soins et services en hôpitaux et les soins médicaux requis. La gamme de services couverts est donc assez restreinte, quoique remboursée en totalité par le gouvernement. Cette loi a été élaborée à une époque où les soins de santé tournaient essentiellement autour des médecins et des hôpitaux et n'a pas évolué depuis...

Robert Ouellet, Radiologue et ancien président AMQ et AMC

Pourquoi ne pas **élargir la base de soins couverts, mais avoir une contribution** qui pourrait être modulée dépendant du type de soins et de services fourni, tout en s'assurant que les moins bien nantis soient couverts? ».



Pistes de solution – panier de services

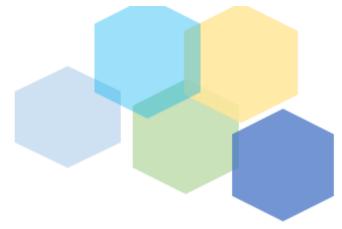
- D'abord, une volonté politique pour ouvrir le débat et revoir notre interprétation du cadre légal
- Besoin d'appuyer la réflexion sur les données probantes

« Exemple en France : ils ont commencé à travailler pour ramener la liste des médicaments couverts par les assurances à une centaine de médicaments au total. [...] C'est basé sur des données scientifiques crédibles. Ce sont des milliards de sauvé pour des services sociaux, pour du soin à domicile. »



Groupe d'intérêt





L'innovation et la santé autrement : sortir des cadres habituels

Les résultats de notre recherche

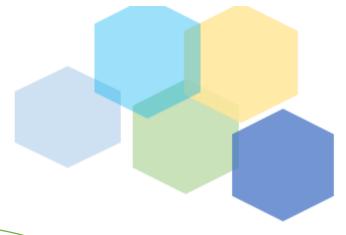






		ÂGE		
(%)	TOTAL	18-34	35-54	55 +
n=	1000	254	355	391
Il faut repenser de fond en comble notre système de santé et de services sociaux et le rebâtir complètement	60	61	63	56
Il suffit de poursuivre la réforme en cours et d'améliorer la coordination des soins pour que le système fonctionne mieux	38	35	35	43
Le système fonctionne bien comme il est	2	4	2	1





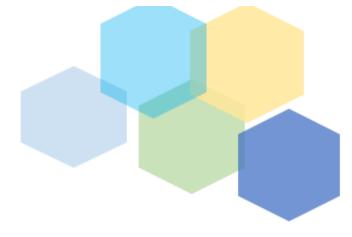
« En ce moment, on est dans une fausse impression de revoir le système de fond en comble. Parce que c'est tellement une grosse réforme chaotique et surréaliste. »

« Je pense aussi qu'il faut repenser le système de fond en comble et qu'on **va se diriger** vers une **commission importante**. »

Réseau

Réseau





Robert Ouellet,

Radiologue et ancien président AMQ et AMC

« Pour l'instant avec la réforme, on travaille seulement sur les structures. Il est essentiel d'avoir un changement d'attitude dans le réseau de la santé »,

André-Pierre Contandriopoulos

Professeur émérite en administration de la santé « Quand on règle une question complexe avec une solution simpliste, ça ne marche pas et on crée plus de confusion. Dire qu'il faut intégrer tout le monde à l'horizontale face à la personne malade, on est d'accord. Mais dire que parce qu'on crée une structure hiérarchique pyramidale, linéaire comme une production automobile à la Ford, et puis qu'il y a un DG qui décide tout depuis là-haut, ça va régler l'intégration en bas? »



• 39 % des Québécois sont satisfaits de l'innovation dans le réseau de la santé

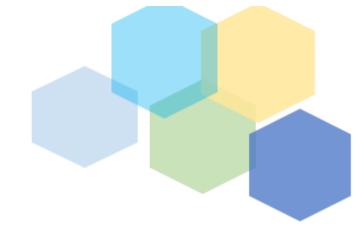
« Il y a des choses
intéressantes à apprendre
au **Québec**, mais je ne
pense pas
malheureusement qu'à
court terme ce soit un
endroit propice pour
développer l'innovation. »

Innovation – Experts

« Le système actuel est tellement ancré dans les années passées que tout ce qui est nouveau va trop vite. Même si des innovations pouvaient faciliter la vie du patient et de sa famille en plus d'alléger les tâches des intervenants pour leur permettre de se concentrer sur leur patients, nous ne sommes pas capable de changer les choses. »

Innovation – Experts





Denis Roy, vice-président science et gouvernance clinique à l'INESSS « Le réseau n'éprouve **pas de difficulté à innover** et au contraire, il est possible d'apprécier plusieurs innovations partout à travers le réseau. **Le défi réside dans la mise à l'échelle** de ces innovations, soit de les amener au-delà des initiatives de projets pilotes initiales. Il serait également souhaitable d'être plus systématique dans l'évaluation de la promesse de valeur de ces innovations, dans le contexte réel du système de santé et de services sociaux québécois. »









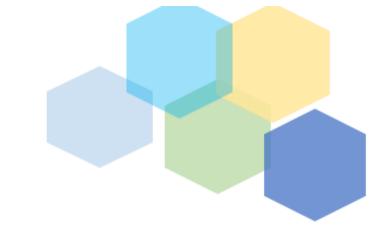


Possibilité de se comparer et de choisir

Actuellement, la très vaste majorité des soins et services de santé est livrée par le système public. D'autres formes d'organisation permettent de livrer des soins et services de santé, comme les OBNL, des coopératives de soins et des cliniques privées.

Seriez-vous favorable ou défavorable à ce que les Québécois puissent comparer et choisir le type d'organisation qui fournirait les soins et services de santé, tout en étant entièrement payés par le gouvernement comme aujourd'hui?

		ÂGE		
(%)	TOTAL	18-34	35-54	55+
n=	1000	254	355	391
TOTAL FAVORABLE	86	86	84	87
Tout à fait favorable	33	25	35	36
Plutôt favorable	53	61	49	52
TOTAL DÉFAVORABLE	14	14	16	13
Plutôt défavorable	12	13	14	10
Tout à fait défavorable	2	1	3	3





« La journée où le gouvernement va vous dire, "Je vous donne 3000 \$ pour vous faire opérer le genou. Allez magasiner votre hôpital ou votre centre de chirurgie", les hôpitaux, s'ils veulent des clients, n'auront pas le choix de se revamper un peu. »

« On doit **mettre de la compétition** dans le réseau de la santé. On doit avoir un peu plus de transparence pour qu'on puisse choisir l'hôpital dans lequel on veut aller et le médecin par lequel on veut être traité. »

Innovation - Expert

Innovation - Expert

Fournisseurs variés

Mais pour cela, encore faut-ils qu'ils aient accès à l'information sur la qualité des services des différents centres de 1er, 2e, 3e ligne à savoir s'ils sont performants, s'il y a des infections, s'il y a beaucoup de transferts à l'hôpital, de complications, la satisfaction de la clientèle. »

- 74 % des Québécois accepteraient de fréquenter une clinique dirigée par une équipe d'infirmières, sans médecins
- 93 % des Québécois sont favorables à ce que les pharmaciens prennent davantage de responsabilités et qu'ils puissent assurer la suivi de routine pour certains types de patients présentant des maladies chroniques

Les médecins se sont montrés très favorables à une plus grande responsabilités des professionnels et plus d'interdisciplinarité.

Par contre, certains ont émis quelques réserves à voir ces ordres professionnels prendre un rôle accru dans la prise en charge des malades de façon plus globale... Tu ne fais plus affaire avec un docteur, tu n'as plus un dossier médical, tu as un dossier santé sur lequel tu peux appeler l'infirmière, la diététicienne, la physio, la psychologue. C'est comme ça qu'il faut que le réseau se bâtisse! »

Dr Louis Godin,Président
FMOQ

« Cette arrivée des autres professionnels est **la voie de l'avenir**. Cela ne peut pas se faire autrement. »

Dr Louis Godin,Président
FMOQ

« Nous, les cliniques isolées, on n'est pas à l'aise avec cela parce que c'est pratiquer en silo. Ce n'est pas de maximiser les interventions. Je comprends qu'il y a un débat corporatif là-dedans, qu'ils veulent avoir une autonomie. Mais, sur le plan de l'efficacité, des cliniques autonomes d'infirmières, ça ne marche pas. »

Dr Louis Godin,Président
FMOQ

« Tu ne peux pas prescrire pour une condition si tu n'es pas capable de poser un diagnostic, et un pharmacien ne pose pas de diagnostic. Nous, on pense que le **pharmacien pourrait en faire plus**, mais qu'il fasse surtout **la gestion médicamenteuse**, c'est ça leur spécialité. »



Technologies de l'information



Chapeleau, La Presse, 17 mai 2017

Le Canada et, encore pire, le Québec, traine de la patte au chapitre de l'utilisation des technologies dans un contexte de santé. Les dernières données disponibles démontrent une posture désavantageuse du Canada au sein des pays de l'OCDE à ce registre.

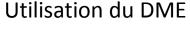
- Seulement 9% des médecins du Québec permettent la demande de rendez-vous en ligne (moy. Can = 11%)
- 6 % des médecins du Québec permettent la demande de renouvèlement d'ordonnance en ligne (moy. Can = 7 %)
- 11 % des cabinets permettent la consultation des résultats de tests sur un site sécurisé (moy. Can = 18 %)
- 41 % des médecins du Canada utilisent au moins 2 fonctions du DME (moy. pays OCDE = 58 %)

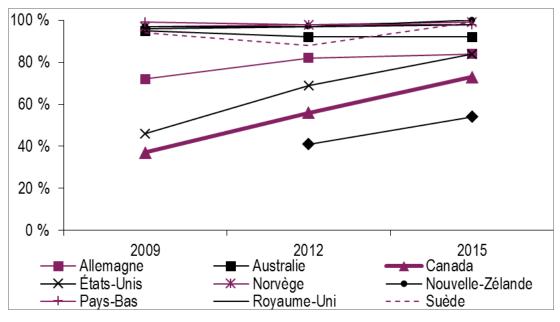


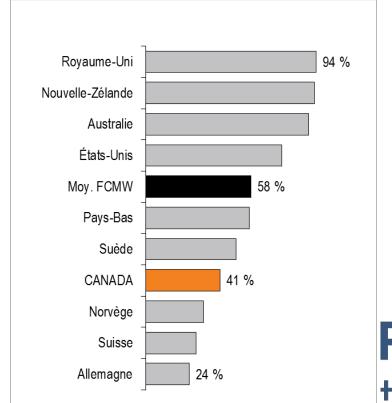
^{*}Institut canadien d'information sur la santé, 2017

Technologies de l'information : dossier médical électronique (DME)

% des médecins qui utilisent au moins 2 fonction du DME





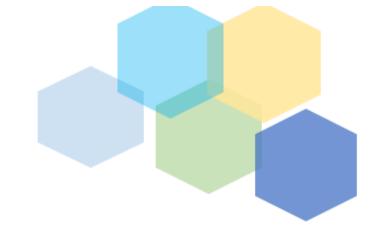




Des idées en santé pour le Québec

- 75 % des Québécois seraient intéressés à gérer euxmêmes leur dossier de santé électronique personnel
- 64 % des Québécois seraient intéressés à avoir accès par vidéo conférence à un médecin ou une infirmière spécialisée pour remplacer la visite médicale traditionnelle dans le contexte d'un suivi?





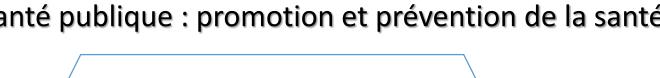
<u>Avis d'expert - Technologies de l'information</u>

Dre Diane Francoeur,Présidente
FMSQ

« Avoir accès à des outils d'information pour rassurer les gens, pour les aider à se prendre en main, c'est non seulement l'avenir, c'est le présent. Par contre, ici au Québec, on a une obsession de la sécurité, ce qui fait que nos systèmes se veulent souvent plus surs que ceux de la NASA. Cela crée une embuche à la performance. »



La santé publique : promotion et prévention de la santé



La santé est considérée bien plus souvent sous **l'angle de la maladie** que sous l'angle de la santé dans son

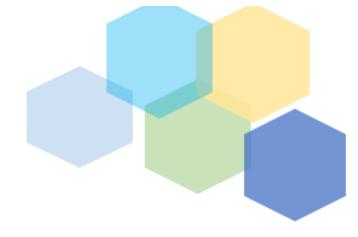
ensemble.

Pourtant les enjeux de santé publique sont la clé de la performance globale d'un réseau de santé.



- Surtaxe consommation?
- Mesures d'encouragement ?
- Taxe aux entreprises ?





Pierre Lavoie, cofondateur du défi Pierre Lavoie « Je souhaiterais que les **entreprises** du Québec aient à payer une ``**taxe santé** `` de 3 % de leur masse salariale, pour laquelle ils pourraient être crédités si ce montant est investi dans la santé de leurs employés, [...] par exemple en leur donnant accès à des douches, en finançant des abonnements au gym, en finançant leur participation à des évènements sportifs, etc. »



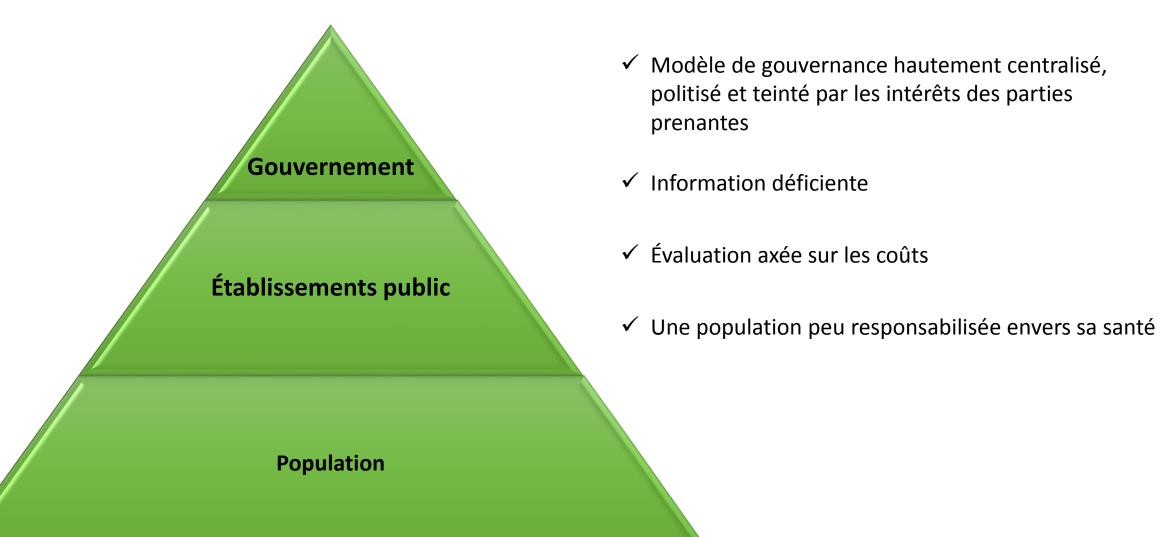
La santé publique : une vision systémique s'impose ...

- ✓ Besoin de travailler en collégialité et proche des milieux d'intervention
- ✓ L'importance de l'éducation
- ✓ L'importance des dimensions sociales dans la santé globale

« Misons sur **l'éducation** au Québec, c'est beaucoup plus important que la santé. L'éducation, c'est la colonne vertébrale de ta société! Pour changer les comportements, il faut éduquer la population.» **Pierre Lavoie**



En conclusion : modèle actuel



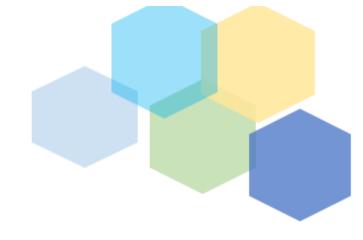
En conclusion : modèle en émergence

Population

Livraison plurielle des services

Gouvernemen

- ✓ Une vision axée sur la création de valeur
- ✓ Information disponible pour les citoyens et les acteurs du réseau
- ✓ Une population partenaire de sa santé
- ✓ Plus de flexibilité dans les prestataires de services
- ✓ Une plus grande collaboration entre les acteurs
- ✓ Un gouvernement qui donne plus de pouvoir d'action au niveau local/innovation



Panels de discussion

